



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

États membres

Question au Gouvernement n° 3973

Texte de la question

RÉUNION DE L'EUROGROUPE SUR LA GRÈCE

M. le président. La parole est à Mme Pascale Gruny, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mme Pascale Gruny. Monsieur le Président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Les pays de la zone euro viennent de conclure, cette nuit, un accord décisif pour la mise en oeuvre d'un plan d'aide à la Grèce. Ce plan de sauvetage, d'un montant de 237 milliards d'euros, permet d'éviter une faillite de la Grèce, qui aurait des conséquences désastreuses pour l'ensemble des économies européennes. En contrepartie, les dirigeants politiques de ce pays se sont engagés à respecter le plan d'assainissement des finances publiques.

L'Europe montre encore une fois sa solidarité à l'égard de la Grèce, mais elle lui demande en retour davantage de responsabilité dans sa politique économique. La Grèce a besoin de solidarité, mais plus de solidarité exige plus de discipline.

Je tiens à saluer l'action du Gouvernement et du Président de la République, avec l'ensemble de nos partenaires européens, ainsi que les efforts courageux de la Grèce pour remplir l'ensemble des conditions exigées. Notre objectif, à tous, est bien de mettre définitivement fin aux turbulences financières de la zone euro. Notre assemblée en tirera les conséquences cet après-midi, puisque nous débattons tout à l'heure des projets de loi autorisant la ratification du traité instituant le mécanisme européen de stabilité et modifiant le traité budgétaire, que nous voterons.

Grâce à ce mécanisme européen de stabilité, la solidarité financière entre les pays de la zone euro, promue depuis longtemps par le Président de la République, sera enfin instaurée de façon permanente et stable.

Si l'opposition a, une fois de plus, manifesté son hostilité à l'égard de ces projets, il est de notre responsabilité de voter ce mécanisme de soutien indispensable : nous devons montrer à tous ceux qui doutent de la viabilité de l'euro et qui spéculent sur son éclatement que, quoi qu'il arrive, notre monnaie sortira renforcée de cette crise.

M. Roland Muzeau. Et les peuples ?

Mme Pascale Gruny. Aussi, monsieur le Premier ministre, pouvez-vous informer la représentation nationale des modalités du plan d'aide adopté cette nuit ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, madame la députée, je me félicite que nous soyons parvenus cette nuit à un accord à Bruxelles au sein du Conseil des ministres de l'économie et des finances. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Cet accord, qui n'a pas été facile à trouver, permet d'apporter au total 237 milliards d'euros à la Grèce,...

M. Jean-Pierre Brard. Et aux banques !

M. François Fillon, *Premier ministre*. ...les créanciers privés ayant accepté d'abandonner volontairement 70 % de leurs créances.

Cela signifie que l'Europe a clairement choisi la solidarité avec la Grèce.

M. Roland Muzeau. Ce n'est pas vrai !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Je veux rappeler que la France s'est toujours battue depuis le début de

cette crise européenne pour que la solidarité prévale, y compris à un moment où cette idée n'était pas partagée par tous les acteurs européens.

La solidarité de la zone euro est une nécessité absolue. C'est en effet la seule manière de lutter contre les attaques spéculatives - qui ne sont pas dirigées contre la Grèce mais, en réalité, contre la monnaie européenne en raison de la place que cette monnaie a prise dans l'économie mondiale.

Mesdames et messieurs les députés, les efforts demandés à la Grèce sont certes importants, mais guère plus que ceux demandés au Portugal ou, dans une moindre mesure, à l'Espagne ou à l'Italie. Ces efforts ne doivent toutefois pas occulter ceux que vont faire les contribuables européens pour assumer la solidarité avec le peuple grec. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes UMP et NC.*)

Dans ce contexte, le refus du parti socialiste de voter le mécanisme européen de solidarité m'apparaît comme une faute. Une faute parce que l'on ne peut pas comprendre qu'un grand parti comme le parti socialiste, un parti de gouvernement d'un grand pays européen, choisisse délibérément, en s'abstenant ou en votant contre ce texte, de fragiliser la zone euro parce que c'est, finalement, le résultat de ce vote ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Alors, mesdames et messieurs les députés du parti socialiste, il n'est pas trop tard pour vous ressaisir.

M. Patrick Bloche et M. Serge Janquin. Ça suffit les leçons !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Il n'est pas trop tard pour choisir l'intérêt général européen, plutôt que de petits calculs électoraux à court terme ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Pascale Gruny](#)

Circonscription : Aisne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3973

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 février 2012